BULLETIN SOCIALISTE

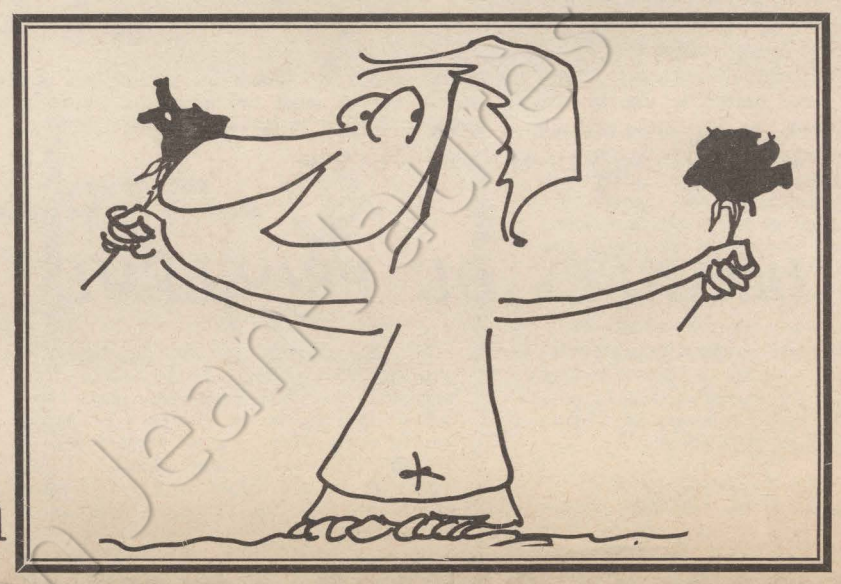
le poing et la rose

41, boulevard Magenta, Paris-X — Organe mensuel d'information du Parti socialiste.

Octobre 1972
Le numéro : 1 F

En conservant sa personnalité et ses objectifs propres

Le Parti socialiste engage une vaste campagne sur le programme commun



par Pierre Mauroy

Voici donc, l'amorce d'une nouvelle présentation du « Bulletin socialiste », « Le poing et la rose ». Tous les membres du Parti socialiste recevront désormais ce bulletin à la fin de chaque mois. Sous une forme aussi vivante et attrayante que possible, il leur apportera une information régulière sur les décisions prises et les actions menées par les instances nationales, sur les déclarations faites par les responsables du secrétariat au nom du Parti. Au total, nous avons voulu faire, en réalisant « Le poing et la rose », plus qu'un simple bulletin : un véritable journal mensuel intérieur, à l'intention de tous les militants socialistes.

Le moment où paraît notre mensuel est particulièrement opportun. En effet, le coup d'envoi pour la bataille des prochaines élections législatives est maintenant donné.

Il faut décidément que, en ouvrant pratiquement cette campagne avec plusieurs mois d'avance, le pouvoir actuel se sente menacé pour témoigner de tant d'agressivité et d'aussi peu de rigueur intellectuelle. Le ton menaçant de Pierre Messmer traduit chez lui la prescience du reflux. On peut le mettre au compte de l'inquiétude. Mais que le parti majoritaire puisse prétendre qu'une victoire de la gauche livrerait la France au communisme n'en relève pas moins de la fantaisie politique, ou de la mauvaise foi. Georges Pompidou, en vérité, ne s'y est pas trompé en désignant, lors de sa conférence de presse, François Mitterrand comme le premier adversaire. Le Parti socialiste a signé avec le Parti communiste et la Gauche radicale socialiste un programme commun de gouvernement. Il en respectera loyalement tous les engagements. Mais il convient de faire référence au texte lui-même lorsqu'on évoque ce programme et de ne pas lui faire dire ce qu'il ne dit pas. La nouvelle édition du programme socialiste, augmentée du programme commun, et comportant les comparaisons nécessaires entre les deux textes (1), met en évidence, pour tout homme de bonne foi, que rien d'essentiel de nos propres préoccupations n'a été abandonné. La campagne d'information et d'explication que va engager le Parti socialiste conformément aux décisions prises le 14 octobre par le Comité directeur pour présenter le programme commun, permettra de rectifier les erreurs volontaires ou inconscientes et de rétablir la vérité.

Ce programme commun prépare le changement dans l'ordre et la liberté, et nous avons veillé à ce que le texte en soit rigoureux sur les règles fondamentales de la démocratie : libertés publiques, principe de l'alternance, garantie des personnes... Jamais, en vérité, des institutions françaises n'ont été si nettement précisées et les responsables des lois et tribunaux d'exception n'ont pas de leçon à donner à qui que ce soit.

Sur le plan international, les thèmes que nous avons toujours défendus tendant à l'abandon de la force de frappe nationale, à la mise en œuvre de la construction européenne, au maintien de la France dans l'Alliance atlantique en attendant une véritable sécurité collective, deviennent ceux de l'union de la gauche.

Le programme commun propose, par ailleurs, la nationalisation du crédit et des banques, ainsi que celle de neuf groupes industriels. Il prévoit également des prises de participation de l'Etat qui peuvent être majoritaires dans certaines entreprises. Où est l'excès ? Et ces nationalisations seront le point de départ du mouvement d'autogestion qui est le contraire de l'étatisme et de la bureaucratie.

UN CONTRAT

Tel qu'il est, ce programme commun est un contrat. Le contenu de ce contrat nous engage, comme il engage ceux qui, avec nous, l'ont signé. Il n'est pas question pour les socialistes d'imiter le modèle soviétique auquel ils restent profondément hostiles, et ce ne sont pas les récents arguments de Gustav Husak contestant la thèse de la multiplicité possible des expériences qui les convaincront. Ils veulent amener les Français qui votent communiste et le Parti communiste lui-même à comprendre que non seulement la démocratie socialiste est possible dans notre pays, mais qu'elle est, à gauche, la seule solution possible. Cette démocratie socialiste ne peut qu'être fondée sur la liberté et la responsabilité, compte tenu du niveau économique de notre pays, compte tenu des étapes irréversibles franchies par notre peuple dans la voie de la véritable démocratie, compte tenu de l'expérience profonde de respect de l'Homme qui anime les socialistes.

Au total, communistes et socialistes restent très différents. Nous ne saurions accepter de prendre le risque de laisser se développer dans l'opinion cette confusion que les communistes deviennent des socialistes et que les socialistes deviennent des communistes. C'est pourquoi le Comité directeur a décidé, avec la plus grande clarté, qu'il ne saurait être question d'organiser en commun avec le Parti communiste une campagne et des meetings qui, en estompant la notion de concurrence, engendreraient la confusion. C'est bien ce qui a été décidé le vendredi 20 octobre au cours de la rencontre à trois entre socialistes, communistes et radicaux de gauche, qui a abouti à la création d'un Comité permanent de liaison entre les trois formations.

De nombreux électeurs ont des motivations communes pour voter pour le programme de la gauche ; ils gardent des raisons spécifiques, et de première importance à nos yeux, de voter pour les socialistes. C'est d'ailleurs le principe même de la compétition à gauche au premier tour puisque il n'y a pas de candidatures communes.

Par conséquent, les candidats du Parti socialiste présenteront le programme commun, montreront ce qu'il a de commun aussi avec le programme du Parti socialiste. Ils ne manqueront pas de souligner l'originalité de notre Parti et de nos idées au moment où la responsabilité devient la dimension nouvelle de la liberté et à l'heure où le socialisme démocratique reste une idée neuve dont la mise en œuvre appelle tout à la fois rigueur et imagination.

A NOTRE PORTEE

Nous ne nous sommes pas enfermés dans un dialogue limité au Parti socialiste et au Parti communiste. Nous avons marqué notre volonté de rassembler tous les socialistes et les démocrates au premier tour. Les candidats présentés par le Parti socialiste ont signé un appel commun avec les radicaux de gauche sous le signe de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate. Cet appel concerne des millions de femmes et d'hommes qui sont de gauche sans être communistes, sans être même entièrement acquis aux perspectives socialistes. Ce sont souvent les partenaires des municipalités socialistes. Ce sont ceux qui nous apportent leurs suffrages pour une politique d'avant-garde dans les collectivités locales. Ce sont de nombreux citoyens, séduits hier par le général de Gaulle, qui découvrent la réalité fondamentalement conservatrice de la politique de ceux qui prétendent à l'héritage de l'ancien Président de la République.

En 1972 et 1973, devant les changements considérables intervenus sur le plan international, devant les évolutions des partis et des hommes, il faut, pour abattre les puissances d'argent et pour tenter de créer une société d'égalité et de liberté, réaliser le rassemblement de la gauche.

Tels sont les thèmes que les militants socialistes vont développer et expliquer sans relâche au cours des prochains mois. Le programme socialiste honore le Parti. Le programme commun, avec son annexe établie à la demande de nos partenaires radicaux de gauche, correspond pleinement à la politique que nous avons voulue. Les alliances conclues font du Parti socialiste l'axe d'une majorité de gauche.

Cette majorité, elle est à notre portée. Le succès dépend d'abord des efforts et de l'enthousiasme des militants socialistes. Si nous le voulons tous, mars 1973 sera le grand rendez-vous de la **République** retrouvée et du socialisme en marche.

(1) *Pour toutes commandes s'adresser aux Editions de l'an* 2000, 41, *boulevard de Magenta, Paris* 10e.

LA QUESTION DU MOIS

Les salaires et les prix

Tous les socialistes doivent se préparer dans les mois qui viennent à une importante échéance électorale : le renouvellement de l'Assemblée nationale. Ils doivent donc se préparer à répondre aux nombreuses interrogations que se posent l'ensemble des travailleurs de notre pays face à la situation économique et politique présente.

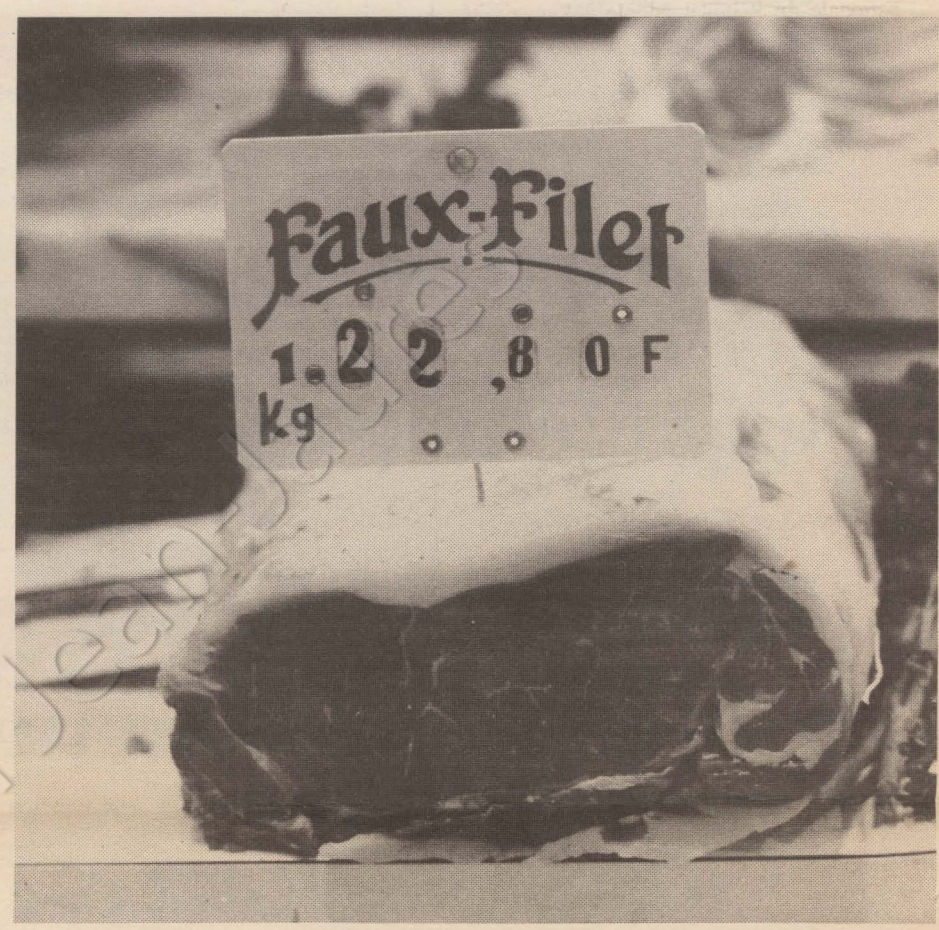
Le secrétariat à la formation soumettra dorénavant chaque mois à l'ensemble des sections du Parti une question d'actualité. Dans deux buts :

- **Préparer les militants au combat contre les candidats du pouvoir et pour cela, les aider à compléter leurs connaissances dans tous les domaines qui seront au centre de la prochaine campagne électorale.**
- **Approfondir en particulier le contenu du programme du Parti et du programme commun en les appliquant à l'actualité.**

Nous vous soumettons aujourd'hui un premier sujet de réflexion : les salaires et les prix. Pour vous permettre une discussion sérieuse sur ce sujet brûlant, vous trouverez :

- **Des éléments sur l'évolution des salaires et sur la hausse des prix.**
- **Une série de questions à discuter pour approfondir ce sujet.**

PIERRE JOXE
Secrétaire à la Formation



LES DONNÉES DU PROBLÈME

Comme chaque année à pareille époque, le thème des salaires et des prix revient à la « une » de l'actualité sociale et politique. Mais pour comprendre l'actualité d'un problème, il faut l'expliquer.

1. — *LES SALAIRES*

Selon les statistiques du gouvernement actuel, les salaires connaîtront pour l'année 1972 une hausse moyenne de l'ordre de 8 à 12 % selon les catégories socio-professionnelles. Cette hausse des salaires est le cheval de bataille du gouvernement actuel pour repousser et même condamner les revendications des syndicats. Ceux-ci exigent une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. Le gouvernement affirme qu'une trop forte hausse des salaires provoque l'inflation, la hausse des prix. Qu'en est-il en réalité ?

— La hausse des salaires dans bien des cas ne constitue qu'un rattrapage de la dégradation du pouvoir d'achat consécutive à la hausse des prix déjà intervenue.

— La croissance des salaires dans le système capitaliste ne représente qu'une partie de l'accroissement de la productivité des travailleurs, consécutive au progrès technique. L'autre partie, c'est le profit capitaliste qui, lui, s'accroît sans contrôle aucun, et est de moins en moins frappé par le fisc.

Il est donc faux de prétendre que la hausse des salaires est inflationniste, tout au contraire. Elle n'est que la compensation arrachée par les salariés pour préserver leur pouvoir d'achat.

2. — *LA DEGRADATION DE LA CONJONCTURE*

Le VI[e] Plan s'était fixé des objectifs bien modestes :

— croissance de la production de 6 % ;
— hausse des prix de 3 % seulement.

Mais nous sommes loin de ces résultats. La croissance de la production atteint tout juste 5 % et les prix, eux, montent en flèche : + de 6 % pour l'année 1972. Cette situation s'explique par le ralentissement des investissements en France.

On peut affirmer que l'un des signes les plus inquiétants pour l'avenir, c'est le ralentissement des investissements, aussi bien publics que privés, en France. Ce ralentissement est particulièrement évident dans le domaine des équipements collectifs (santé, logement, culture, éducation, etc.). L'incertitude sur l'aide de l'Etat, la dégradation du système monétaire international, les mauvaises perspectives de l'évolution du pouvoir d'achat des consommateurs incitent les firmes privées à réduire leurs investissements donc, à terme, leur production.

3. — *LES CARACTERISTIQUES DE L'INFLATION*

Dans ce contexte se développe une forte hausse des prix entraînée par l'augmentation des prix agricoles et industriels. Or, la hausse des prix freine l'expansion par la réduction de la compétitivité des entreprises. Il s'ensuit un accroissement des importations au détriment des exportations. Cette dépendance, de plus en plus poussée de l'économie nationale à l'égard des fluctuations des prix internationaux, renforce encore l'inflation intérieure.

On peut dire que depuis trois ans la France est devenue un des pays où le taux d'inflation est le plus élevé. Et ceci, en se fondant sur les chiffres officiels. Or, l'indice de l'INSEE ne rend pas suffisamment compte de l'élévation du coût de la vie. Cela pour plusieurs raisons :

— les prix retenus sont des prix observés dans des grandes villes. Or, à cause de la mauvaise organisation des circuits commerciaux, les prix dans les petites localités sont souvent supérieurs. Ces prix-là ne sont pas utilisés pour calculer l'indice officiel ;

— l'indice officiel ne tient aucun compte du poids véritable des dépenses de logement et d'alimentation sur le budget des familles à faibles revenus. Or, dans ces domaines, la hausse des prix est bien supérieure à 6 %.

4. — *LE CAPITALISME SECRETE L'INFLATION*

Les principales causes du développement de l'inflation sont le système capitaliste lui-même, tout d'abord, mais aussi la politique gouvernementale actuelle.

Il y a trois raisons qui expliquent que le système capitaliste secrète l'inflation :

— la hausse vertigineuse des profits industriels et commerciaux (supérieure à 25 % en 1971). Cette hausse des profits pèse sur les prix, bien plus que les salaires ;

— la spéculation des firmes capitalistes internationales sur les produits de base (nickel, aluminium, cuivre, etc.) ;

— le gaspillage des ressources des entreprises françaises : investissements mal orientés, gonflement des dépenses de publicité, par exemple. Il faut savoir que la publicité représente en moyenne 15 % du prix de revient d'un produit, et souvent bien plus (lessives).

5. — *LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT ACTUEL*

On peut l'expliquer de la manière suivante :

— le refus du gouvernement de contrôler sérieusement les prix des industriels. Généralement, sa politique consiste à entériner les hausses décidées par les sociétés ;

— sa décision d'augmenter massivement les tarifs des services publics a pesé sur l'indice des prix : il l'a reconnu lui-même ;

— sa politique agricole anarchique qui vient de conduire à une hausse de près de 20 % du prix du bifteck en un an.

6. — *CONCLUSION*

Sur toutes ces questions : les salaires, les prix, l'inflation, la défense du pouvoir d'achat des travailleurs, le programme du Parti apporte des solutions précises et concrètes, dans le cadre naturellement d'une toute autre politique économique.

Relisez, en particulier, dans la cinquième partie du programme du Parti socialiste « Maîtriser l'économie » les paragraphes sur la lutte contre l'inflation.

Vous trouverez également dans le programme commun des solutions au problème de l'inflation, et en particulier la détaxation des grands produits de consommation courante.

TROIS QUESTIONS A DISCUTER

1° Trouver une argumentation justifiant l'application des cinq points du programme du Parti socialiste sur la lutte contre l'inflation (chapitre « Maîtriser l'économie »).

2° La modification de la fiscalité (T.V.A.) sur les biens de consommation, prévue par le programme socialiste et par le programme commun, est-elle un facteur de lutte contre la hausse des prix ? Comment ?

3° Rechercher à travers le programme du Parti et le programme commun les arguments permettant de justifier les salaires minimum à 1 000 F (S.M.I.C.).

Le Parti socialiste a besoin d'argent

Versez à la souscription nationale CCP Charles Emile Loo 24651-46 Paris

Journée d'étude sur l'État et la Fonction publique

Le Parti socialiste organise, le dimanche 5 novembre 1972, une journée d'étude sur les problèmes de l'Etat et de la Fonction publique.

La situation des fonctionnaires s'est, en effet, profondément dégradée au cours des dernières années. Qu'il s'agisse des atteintes portées aux garanties statutaires de la fonction publique, des rémunérations ou des conditions de travail, il est clair que les fonctionnaires sont les premières victimes de l'interpénétration des partis de l'actuelle majorité, des milieux d'affaires et de la haute administration, qui favorise la mise en coupe réglée de l'Etat.

La journée d'étude du 5 novembre sera donc consacrée d'une part à l'analyse de la politique suivie par le régime actuel et de ses conséquences pour les fonctionnaires et, d'autre part, à la définition d'une politique socialiste de la fonction publique qui permettra, dans le sens des principes exprimés par le programme du Parti socialiste et le programme commun de la gauche, de mettre fin à l'état de choses actuel.

Les organisations syndicales de la Fonction publique ainsi que les partis de gauche seront invités à participer à cette journée d'étude, dont les travaux seront ensuite largement diffusés.

Il est demandé à tous les militants socialistes intéressés par cette journée, de bien vouloir s'inscrire en temps utile auprès de Pierre Joxe, secrétaire national du Parti, chargé des affaires intérieures. Ils recevront la documentation qui a été préparée pour servir de base aux discussions et échanges de vues auxquels ils pourront prendre part le 5 novembre.

LA VIE DU PARTI

Un événement d'une portée historique



Le Parti socialiste, dans sa Convention nationale du 9 juillet adopte à l'unanimité une résolution dont la première phrase marque toute l'importance (1).

« La Convention nationale du Parti socialiste, réunie à Paris le 9 juillet 1972, approuve l'action menée par les organismes dirigeants du Parti depuis le Congrès d'Epinay. Elle approuve l'accord sur un programme de gouvernement conclu le 27 juin entre le Parti socialiste et le Parti communiste français et proposé à l'ensemble de la gauche. » (2).

Aussitôt après, au nom des trois formations : Georges Marchais, François Mitterrand et Robert Fabre signent solennellement cet accord :

« Le 12 juillet 1972, les délégations du Parti socialiste et du Parti communiste français ont pris acte de la ratification du programme commun de gouvernement par leurs instances nationales respectives.

Les radicaux de gauche réunis dans le Groupe d'étude et d'action radical-socialiste ont apporté leur adhésion à ce programme.

Les trois formations ont adopté une annexe jointe à ce procès-verbal. »

Nous entrions alors dans la période des vacances, pendant laquelle le Parti ne fut pas absent de la scène politique. (Conférence François Mitterrand du 21 août.)

FACE AU POUVOIR

Les irrégularités et les carences de la majorité au pouvoir ont été éclatantes en des occasions précises qui ont appelé des ripostes fermes du Parti :

● **M. Chaban-Delmas s'en va...** (5 juillet 1972).

F. Mitterrand fait une déclaration que le Bureau exécutif reprend entièrement à son compte :

« Il emporte avec lui les illusions de la « nouvelle société » mais laisse derrière lui un pays troublé, et une majorité sans principes et divisée contre elle-même.

Après avoir publié son programme commun de gouvernement, la gauche est, à l'heure actuelle, la seule force politique cohérente capable de vaincre la domination du pouvoir de l'argent et du parti conservateur. Le combat qu'elle a engagé prend une nouvelle ampleur maintenant que le chef de l'Etat, reconnaissant l'échec de on gouvernement, a décidé de le renvoyer. Le Parti socialiste qui s'est placé en première ligne afin d'ouvrir aux Français une perspective de liberté et de progrès, appelle tous les socialistes et tous les démocrates à l'aider dans sa tâche. »

● **Le gouvernement présente un pseudo-plan social.**

Le Comité directeur dénonce l'insuffisance et l'hypocrisie de ces mesures dans son communiqué du 9 septembre dont voici la conclusion :

« En réalité le gouvernement en saupoudrant sur huit millions de personnes de menues gratifications entièrement rongées par quatre ou cinq semaines de hausse des prix, au rythme actuel de l'inflation, se moque du monde.

Ce pseudo-plan social dépourvu d'audace et d'imagination ne répond pas aux grandes revendications que seul le programme commun de gouvernement de la gauche peut satisfaire : la retraite à 60 ans, la fixation du SMIC à 1 000 F par mois, le retour aux 40 heures sans diminution de salaires.

Ce premier acte politique du gouvernement Messmer, manifeste que ce régime à court d'idées et dépourvu d'âme ne convient pas à notre pays. Celui-ci aura bientôt la possibilité de le dire. »

● **Le Pouvoir nage dans les scandales ; le 21 septembre le président de la République fait une conférence de presse que le Bureau exécutif apprécie le soir même :**

Les Français étaient en droit d'attendre un autre ton et d'autres arguments du premier personnage de l'Etat.

Il a choisi l'anecdote et la vulgarité du propos pour mieux esquiver les problèmes et leur véritable nature.

Ce n'est pas par hasard que la corruption, sous toutes ses formes, apparaît exclusivement dans les partis de la majorité. Il ne s'agit pas d'un phénomène accidentel. Les scandales — et pas seulement ceux révélés par Gabriel Aranda — illustrent le mal profond d'un système caractérisé par l'interpénétration constance du monde politique, des milieux d'affaires et de la haute administration. C'est ce système dont la loi suprême est celle du profit, que couvre Pompidou. Ce qu'il a dit justifie encore davantage le combat des socialistes et de toute la gauche pour en changer.

Dans le même temps, le président de la République a refusé de répondre autrement que par une menace de dissolution à la question de savoir ce qu'il ferait en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections. Le ton même sur lequel a été proférée cette menace justifie tout ce que le Parti socialiste a dit ces dernières semaines du danger grave que fait peser sur la démocratie la pratique institutionnelle de Pompidou.

● **Pierre Messmer se présente enfin devant le Parlement !** (3 octobre 1972) :

Le groupe socialiste dépose en commun avec le groupe communiste et le groupe des radicaux de gauche à l'Assemblée nationale, une motion de censure qui souligne la nécessité d'un changement. » (3).

SUR LE FRONT SOCIAL

Le Parti qui a affirmé sa solidarité avec l'ensemble des travailleurs et notamment lors de leur grève récente avec les professeurs de l'enseignement technique, souligne « le refus de Joseph Fontanet d'honorer les promesses faites par Olivier Guichard, ministre de l'Education nationale, et constate :

« Ces revendications sont d'autant plus justifiées qu'elles sont liées à l'élévation du niveau de formation des professeurs, et que la promotion de l'enseignement technique est nécessitée par les besoins économiques et sociaux de la nation. » (Communiqué du 20-9-1972.)

Soucieux d'autre part d'être en contact étroit avec différentes catégories sociales brimées par le Pouvoir, le Parti a prévu des journées d'études consacrées :

— Aux enseignants (9 décembre) ; aux cadres, aux agriculteurs, aux problèmes féminins. La première de ces journées sera consacrée aux problèmes des fonctionnaires, le 5 novembre ainsi que l'annonce un communiqué du Bureau exécutif du 20-9-1972.

AU PLAN INTERNATIONAL

L'Internationale socialiste a adopté, lors de son 12e Congrès le 26 juin 1972 à Vienne, une série de résolutions importantes qui marquent un incontestable renouveau. Elle a réélu son bureau qui comprend : un président, Bruno Pittermann (Parti socialiste autrichien) ; un vice-président : Willy Brandt, Président du SPD, ainsi que :

Trysve Brattelli (Président du Parti travailliste norvégien) ;
Sicco Manscholt (Parti travailliste néerlandais) ;
Golda Meir (Leader du Parti travailliste israélien) ;
François Mitterrand (Premier secrétaire du Parti socialiste) ;
Pietro Nenni (Parti socialiste italien) ;
Giuseppe Saragat (PSDI) ;
Harold Wilson (Leader du Parti travailliste britannique).

Le texte complet des résolutions du Congrès de Vienne sera publié par ailleurs. Sur des problèmes essentiels, l'Internationale et le Parti socialiste en France ont pris des positions solidaires (Vietnam, Europe, situation des Juifs en URSS, Chili, etc.).





DES THEMES, DES ACTIONS

La date à laquelle ce premier numéro paraît, veut qu'il soit situé déjà dans la perspective des élections législatives de mars 1973. C'est dans ce sens que la direction du parti et le Bureau exécutif ont travaillé au cours des dernières semaines ; c'est avec cette préoccupation que le Comité directeur de samedi 14 octobre, a fixé autour du programme commun et avec le souci de dégager l'originalité du Parti, des thèmes, des actions, des méthodes.

Au terme de ces travaux, le Comité directeur a adopté la résolution suivante :

1° Le Comité directeur décide d'engager l'ensemble du Parti socialiste dans une vaste campagne afin de présenter le programme commun à l'opinion publique.

200 meetings seront tenus avant la fin de l'année dont les principaux en présence du Premier secrétaire et des dirigeants nationaux du Parti.

Mandat a été donné au Bureau exécutif pour prendre toutes initiatives (réunions, colloques, rencontres, conférences de presse, etc.) à cette fin.

Le Parti socialiste se battra sur le programme commun éclairé par les propositions du programme socialiste pour faire triompher l'union de la gauche aux élections législatives sur la base de propositions claires, précises et constructives.

2° Dans le même moment, le Parti socialiste préconise la constitution d'un Comité permanent de liaison des organisations signataires du programme commun au sein duquel seront débattues et préparées, après consultation des instances dirigeantes de ces organisations, les ripostes et actions concrètes qui paraîtront nécessaires afin d'affirmer la présence des forces de la gauche dans les combats politiques actuels.

C'est ainsi que pourraient être mises au point des propositions de lois communes au niveau des groupes parlementaires, en application des dispositions prévues par le Programme de gouvernement, de même que seront poursuivies les campagnes pour la paix au Vietnam, pour le respect des droits souverains du peuple chilien, pour la défense des collectivités locales, etc., et engagées des campagnes pour la défense des intérêts légitimes des travailleurs.

Le Parti socialiste propose également à ses partenaires l'organisation d'une manifestation commune au niveau national dont les modalités restent à établir, en vue d'exposer les perspectives du programme commun.

3° Le Parti socialiste estime que les candidats communistes et les candidats de l'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate se présentant concurremment au premier tour de scrutin et le programme commun préservant, comme il se devait, le caractère fondamental du socialisme incarné par le Parti socialiste, il ne convient pas de mener une campagne commune ni d'organiser des meetings communs qui risqueraient de créer la confusion quant à la personnalité propre de chacune des organisations.

Le Comité directeur a décidé d'autre part de retirer l'investiture du Parti socialiste à Max Lejeune dans la circonscription d'Abbeville (Somme) à la suite de son refus de signer l'engagement qui découle de la signature du programme commun.

Le Comité directeur a décidé qu'un candidat du Parti socialiste serait présenté dans cette circonscription.

---

(1) Cette page sera régulièrement réservée aux textes et commentaires qui rendent compte de l'action menée par le Parti et des décisions qu'il a prises entre deux numéros du « Poing et la rose ».

Le dernier numéro du Bulletin socialiste, a paru en juin 1972. C'est donc, au début de juillet dernier que nous reprenons ici le film de la vie du Parti.

(2) Le texte complet de la résolution sera repris intégralement, comme il est dit ailleurs, dans les rapports statutaires.

(3) L'intervention de F. Mitterrand, premier orateur inscrit après la lecture de la motion de censure, est reproduite dans le Journal Officiel *n° 71 des débats parlementaires (daté du 5 octobre* 1972).

Contre la pollution, avec le concours de tous

La pollution, sous ses multiples formes, constitue un grave danger pour l'humanité et les perspectives à court terme sont effrayantes. L'opinion en est consciente et se sensibilise rapidement à ce problème.
Quelques hommes et femmes courageux entreprennent des actions sporadiques pour tenter de s'opposer à la destruction des moyens de la vie. Mais le problème est d'ensemble et c'est une action d'ensemble qu'il faut organiser. Les socialistes qui, par nature, sont seuls à pouvoir arrêter réellement le cycle infernal en imposant des solutions politiques efficaces, doivent être à la tête de cette croisade. Ils auront le soutien de la grande masse des citoyens lorsqu'ils dénonceront systématiquement le fléau, proposeront les moyens de s'en préserver et organiseront l'action pour les imposer.

Notre action, placée sous l'égide d'un comité consultatif composé d'hommes de sciences et écologistes qui ne cessent de dénoncer le danger, n'aura d'efficacité que si elle repose sur une large information dont il convient de réunir les données qui viendront s'ajouter aux dossiers déjà constitués. Cette enquête sera conduite avec le concours de tous les militants de notre parti. Elle aboutira à des propositions dont l'étude reposera sur vos réponses.

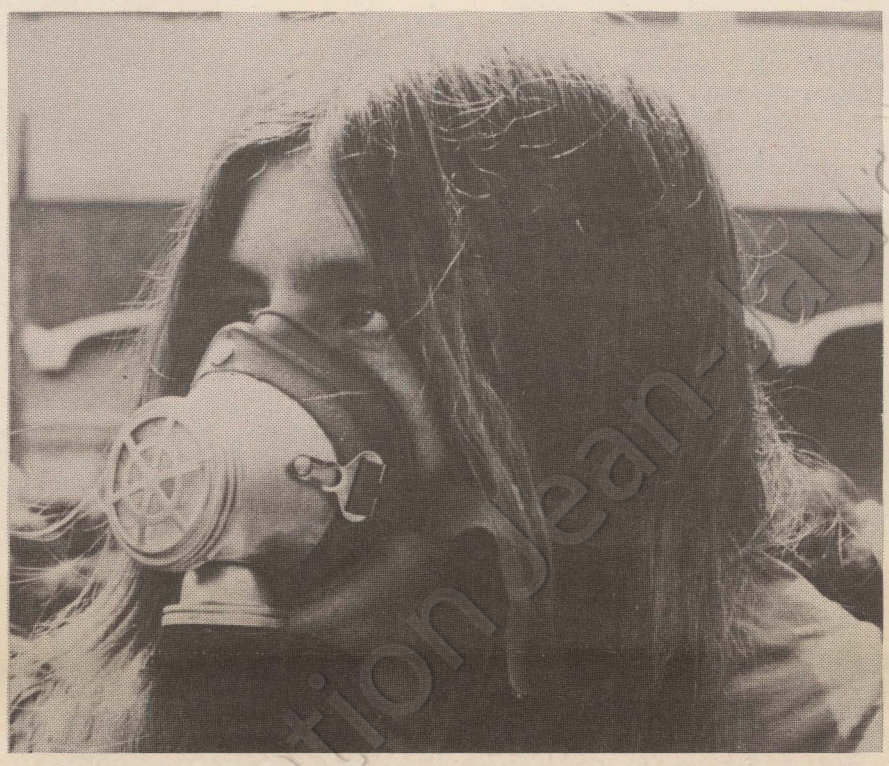
La réponse au questionnaire ci-dessous est le premier acte demandé à chacun d'entre vous. De cette contribution individuelle découlera l'action d'ensemble de notre parti, indispensable pour vraiment « changer la vie ».

FRANÇOIS MITTERRAND

LE COMITÉ CONSULTATIF

Il comprend notamment :

J. BARDEZ (Group. des mouv. de défense de la nature), J. BILIOTTI (Dir. recherches à l'INRA), A. BIZETTE-LINDET (Pt Ligue défense des Alpilles), P. BUREAU (Dir. adjt Centre psychiatrique de Bourg), A. DESVALLEES (Conserv. Musée arts et trad. populaires), D'HUY-TEZA (Ing. agronome, Minis. Agriculture), J.-P. PERRIER (Assist. Institut géographie Aix), P.-M. HENRY (Président de l'OCDE), M. ICONICOFF (Dr d'études Institut EDS), H. LABORIT (Biologiste), F. LAPOIX (Ecologiste), Th. MONOD (Membre de l'Institut), Ph. SAINT-MARC (Ecrivain, écologiste), M. SEVENO (Journaliste), B. SIGWALT (Ing. agro. maître recherches F.A.O.), F. TERRASSON (Ecologiste), Dr TREMOLIERES (Chef de clinique, alimentation)...



ATTENTION DANGER !

Le cadre de vie se dégrade de plus en plus vite. Erosion des sols, déboisement, incendies de forêts, emploi inconsidéré de substances chimiques qui détériorent les productions animales et végétales, dégradation des eaux par le rejet de résidus divers, y compris les contaminations radio-actives, pollution de l'air sous toutes ses formes, dégradation des villes par un urbanisme inadapté et des campagnes par l'exode rural, implantation de constructions anarchiques, accaparement des zones de loisirs et de vacances par une minorité, agressions répétées par des bruits de toutes natures : tels sont les multiples aspects de ce véritable fléau.

Certains assurent qu'il s'agit d'un mal inévitable lié au progrès technique et au développement industriel. En vérité, c'est le système actuel qui entraîne la dégradation de notre patrimoine naturel. Une économie socialiste, qui fait passer l'intérêt de tous avant le profit de quelques-uns, respectera ces choses si précieuses qui ne peuvent ni se vendre, ni s'acheter, et qui s'appellent calme, beauté de la nature, respect de la vie. Une politique socialiste de l'environnement aidera à les préserver.

ENQUÊTE SUR LA DÉGRADATION DU MILIEU NATUREL ET DES MOYENS DE LA VIE

NOM ..... Prénom ..... Profession .....

Adresse .....

Ci-dessous le questionnaire auquel nous demandons à tous les membres du Parti de s'efforcer de répondre. Utilisez des feuilles volantes et référencez vos réponses selon la référence des questions posées. N'oubliez pas vos nom, prénom, adresse et profession.

Adressez vos réponses avant le 30 novembre à
Monique CAZAUX, Parti socialiste
12, cité Malesherbes, Paris-9e.

LE MILIEU NATUREL

1 Quelles dégradations du milieu naturel avez-vous pu observer ? Indiquez ici la nature des dégradations.

1 a. Localisation des dégradations (commune, département).

1 b. Quelles sont les causes de ces dégradations ?

1 c. Quelles sont les conséquences immédiates et plus lointaines de ces dégradations ?

1 d. Quelles tentatives ont été faites pour arrêter ou enrayer ces dégradations (par les municipalités, les associations d'habitants, les associations de protection de la nature, etc.) ?

1 e. Quelles mesures pourraient être prises immédiatement ou à plus long terme pour mettre fin au processus de dégradation observé ?

LE LIEU DE TRAVAIL

2 Quelles nuisances (bruits, odeurs, poussière, température, produits toxiques, etc.) constatez-vous sur votre lieu de travail ? Indiquez-nous la raison sociale de votre entreprise.

2 a. Connaissez-vous les motifs économiques qui entraînent ces nuisances ?

2 b. Quelles en sont les conséquences physiques et morales pour le personnel de votre entreprise ?

2 c. Quels sont les moyens mis en œuvre par votre entreprise pour enrayer les nuisances atteignant le personnel ?

2 d. Que conviendrait-il de faire pour atténuer ou supprimer ces nuisances ?

LES PRODUITS DE CONSOMMATION

3 Quelles particularités nuisibles avez-vous pu observer dans les produits de consommation courante, alimentaires et autres (modification du goût des produits alimentaires, manque de résistance à l'usage de certains articles courants, effets néfastes sur l'organisme de produits alimentaires, d'entretien, d'hygiène, de beauté, etc.). Indiquez, pour chaque produit cité, comment se manifeste la particularité nuisible observée.

3 a. Que conviendrait-il de faire pour déceler et supprimer ces particularités nuisibles dans ces produits de consommation courante ?

LE CENTENAIRE DE LEON BLUM

La place nous manque pour vous donner un long compte rendu de la soirée du centenaire de la naissance de Léon Blum, organisée fin septembre à la Sorbonne avec les représentants des partis de l'Internationale socialiste. Les discours prononcés par ceux-ci, celui de Robert Verdier au nom de la Société des Amis de Léon Blum (voir « L'Unité » du 6 octobre) et l'intervention de François Mitterrand, feront l'objet d'une publication particulière qui sera une contribution à une étude plus complète de la vie et de l'œuvre de Léon Blum. Signalons, par ailleurs, l'article de Gérard Jaquet dans « L'Unité » du 27 octobre, commentant la publication du huitième tome des œuvres de Léon Blum.

Directeur de la publication : Pierre Mauroy.

Imp. Henon - Paris